



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.2/47/L.45
20 novembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 78 a) de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE : COMMERCE ET DEVELOPPEMENT

Huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.2/47/L.30

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale

A. Demandes contenues dans le projet de résolution

1. Aux termes du projet de résolution A/C.2/47/L.30, l'Assemblée générale :

a) [Se féliciterait] de la réorganisation globale qui a été imprimée aux travaux de fond de la CNUCED dans quatre domaines, à savoir le nouveau partenariat pour le développement, l'interdépendance mondiale, les voies du développement et le développement durable, réorganisation qui devrait lui servir de guide pour de nouvelles activités concernant en particulier les produits de base, l'atténuation de la pauvreté, le développement des secteurs de services, la coopération économique entre pays en développement, les investissements et les apports financiers, la privatisation, les possibilités commerciales offertes aux pays en développement, l'investissement et le transfert de technologie, et l'efficacité commerciale;

b) [Se déclarerait satisfaite] des mesures prises par le Conseil du commerce et du développement pour mettre en oeuvre les nouveaux arrangements institutionnels, ainsi que les orientations de fond arrêtées par la CNUCED, et [se féliciterait] de la décision 398 (XXXVIII) qu'il a prise le 7 mai 1992 au sujet de la suite à donner aux recommandations adoptées par la Conférence à sa huitième session 1/,

c) [Prendrait acte] du fait que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a décidé à sa huitième session de suspendre les commissions existantes du Conseil du commerce et du développement, à l'exception du Comité spécial des préférences et du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives;

d) [Approuverait] la création et le mandat des nouvelles commissions permanentes (produits de base, atténuation de la pauvreté, coopération économique entre pays en développement et développement des secteurs de services) et ceux des nouveaux groupes de travail spéciaux (investissements et apports financiers, efficacité commerciale, comparaison de l'expérience des pays en matière de privatisation, expansion des débouchés commerciaux des pays en développement et interaction des investissements et du transfert de technologie), ainsi que la convocation des réunions directives du Conseil du commerce et du développement visant à renforcer son rôle d'orientation;

e) [Prendrait acte] de la création par le Conseil du commerce et du développement d'un groupe de travail spécial chargé d'étudier la question des ajustements structurels facilitant la transition vers le désarmement;

f) [Se féliciterait] de la rationalisation et du renforcement du mécanisme intergouvernemental à la CNUCED ainsi que de l'amélioration des méthodes de travail visant à enrichir la substance et à consolider la base technique des discussions, des négociations et des décisions, comme il a été convenu à la huitième session de la Conférence;

g) [Noterait] que les priorités arrêtées par le Conseil du commerce et du développement comprennent de nouveaux domaines d'activité, dont l'atténuation de la pauvreté, le développement durable, la privatisation, l'esprit d'entreprise, la compétitivité et l'efficacité commerciale;

h) [Approuverait] la convocation en 1994 d'un colloque international des Nations Unies sur l'efficacité commerciale, d'une durée d'une semaine, et [prierait] le Secrétaire général de la CNUCED de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'organiser.

**B. Corrélation entre les demandes formulées
et le programme de travail**

2. Les activités décrites dans le paragraphe 1 ci-dessus relèvent du chapitre 15 (CNUCED) du budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993, ainsi que du chapitre 32 (Services de conférence), jusqu'au 30 juin 1992 et, à compter du 1er juillet 1992, du nouveau chapitre 41 (Administration et gestion) du budget-programme de l'exercice biennal en cours. Elles se rattachent aussi aux programmes 13 (Commerce international), 14 (Financement du développement, flux de ressources et dette extérieure) et 15 (Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires, et programmes spéciaux) du grand programme IV du plan à moyen terme pour la période 1992-1997. Les révisions proposées à ces programmes du plan à moyen terme,

/...

qui découlent des décisions prises par la Conférence à sa huitième session, sont présentées à l'Assemblée générale à sa session en cours, dans le document A/47/6 (programmes 13, 14 et 15). Dans le contexte du plan à moyen terme, ces activités concernent également le programme 39 (Services de conférence et bibliothèque) du grand programme IX et les révisions qui y sont proposées dans le document A/47/6 (programme 39).

C. Modifications à apporter au programme
de travail approuvé pour 1992-1993

3. Les activités de fond dans les domaines visés par le projet de résolution A/C.2/47/L.30 sont prévues au chapitre 15 (CNUCED) du budget-programme de l'exercice 1992-1993. Les décisions prises par la Conférence à sa huitième session exigeraient une réorientation de fond du programme de travail de la CNUCED. Le Secrétaire général de la CNUCED a entrepris de réorganiser à cette fin le secrétariat de cet organe. Comme cette réorganisation est en cours et que ses résultats ne sont pas encore connus, il est proposé de rendre compte en détail des modifications apportées au programme de travail de la CNUCED et de la réorganisation de son secrétariat dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995, qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.

4. En ce qui concerne les coûts des services de conférence qui découleraient de la restructuration du mécanisme de la CNUCED, si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution A/C.2/47/L.30, les réunions prévues dans le cas des organes intergouvernementaux permanents et spéciaux que la Conférence a décidé de suspendre à sa huitième session seraient remplacées par les réunions des nouveaux organes dont elle a alors proposé la création. Une liste des organes intergouvernementaux de la CNUCED, avant et après la restructuration, figure dans l'annexe I au présent rapport.

D. Dépenses supplémentaires pour 1992-1993,
calculées sur la base du coût intégral

5. Le calendrier des réunions de la CNUCED pour l'exercice biennal 1992-1993, approuvé avant la huitième session de la Conférence, figurait dans l'annexe II du rapport du Comité des conférences (A/46/32), approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/190. Le projet de calendrier révisé des réunions de la CNUCED pour 1993 figure dans l'annexe au rapport du Comité des conférences à la présente session de l'Assemblée générale (A/47/32). Dans ce rapport, le Comité des conférences a demandé au Secrétariat de présenter à l'Assemblée générale, à sa quarante-septième session, un état des incidences sur le budget-programme de la restructuration envisagée du mécanisme intergouvernemental de la CNUCED, comme suite aux décisions prises par la Conférence lors de sa huitième session (A/47/32, par. 13).

6. Le Conseil du commerce et du développement et ses organes subsidiaires continueraient de se réunir à Genève. Pour évaluer les dépenses qui résulteraient du projet de calendrier révisé pour 1993, on a retenu certaines

/...

hypothèses en ce qui concerne les commissions permanentes, les groupes de travail spéciaux et les autres groupes d'experts. Dans le cas des nouvelles commissions permanentes, chacune d'elles décidera de la fréquence de ses réunions à sa première session. Avant la restructuration, les commissions permanentes avaient généralement pour habitude de se réunir tous les deux ans pendant sept jours ouvrables, et les groupes de travail spéciaux tous les ans pendant cinq jours. En attendant que ces organes se prononcent sur la fréquence ultérieure de leurs réunions, on a présumé que les nouvelles commissions permanentes et les groupes de travail spéciaux se réuniraient tous les ans, pendant cinq jours ouvrables au plus.

7. Pour l'estimation des coûts des services de conférence qui résulteraient de la nouvelle structure intergouvernementale de la CNUCED, on a présumé, pour les réunions de l'exercice biennal en cours, les modalités suivantes :

a) Conseil du commerce et du développement : une session annuelle, en deux parties, durant chacune 10 jours ouvrables et nécessitant quotidiennement des services d'interprétation dans les six langues officielles pour six séances et dans quatre langues pour deux séances;

b) Six commissions permanentes : une session annuelle par commission, d'une durée maximum de cinq jours et nécessitant quotidiennement des services d'interprétation dans les six langues officielles pour quatre séances et dans quatre langues pour deux séances;

c) Neuf groupes de travail spéciaux : une session annuelle par groupe, d'une durée maximum de cinq jours et nécessitant quotidiennement des services d'interprétation dans les six langues officielles pour deux séances et dans quatre langues pour deux séances;

d) Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme : deux sessions par an, d'une durée maximum de cinq jours et nécessitant quotidiennement des services d'interprétation dans les six langues officielles pour deux séances et dans quatre langues pour deux séances;

e) Autres conférences et réunions sur des produits de base : sept sessions pour l'exercice biennal, d'une durée moyenne de 10 jours ouvrables et nécessitant quotidiennement des services d'interprétation dans les six langues officielles pour quatre séances et dans quatre langues pour deux séances;

f) Autres groupes de travail, groupes d'étude et groupes d'experts : un total de 150 jours pour l'exercice biennal, nécessitant quotidiennement des services d'interprétation dans les six langues officielles pour deux séances.

8. Pour estimer le volume de la documentation, on est parti de l'hypothèse que, pour les commissions permanentes, il faudrait établir en moyenne quatre documents avant la session et un après et, pour les groupes de travail spéciaux, deux avant la session et un après. S'agissant de la documentation à établir pendant la session, on a tablé sur cinq pages par jour ouvrable pour

/...

les commissions permanentes et les groupes de travail spéciaux. Quant aux besoins de documentation des autres groupes de travail, conférences sur des produits et groupes d'experts, ils varient selon le nombre et la complexité des questions en jeu. Toutefois, on s'est efforcé de rester cohérent pour ce qui est des méthodes utilisées et des hypothèses retenues aux fins de l'estimation comparée des coûts des services de conférence avant et après la restructuration.

9. Comme il ressort de l'annexe II du présent rapport, les dépenses au titre des services de conférence correspondant au calendrier des réunions de la CNUCED pour l'exercice biennal 1992-1993 approuvé avant la huitième session de la Conférence avaient été estimées à 23 991 700 dollars, sur la base théorique du coût intégral, en partant de l'hypothèse que les services requis en l'occurrence ne pourraient pas être assurés par le personnel permanent des services de conférence de l'Organisation et qu'il faudrait recruter du personnel temporaire. Les dépenses au titre des services de conférence correspondant au projet de calendrier révisé des réunions de la CNUCED pour l'exercice biennal en cours sont maintenant estimées à 21 991 200 dollars, également sur la base théorique du coût intégral.

E. Possibilités de financement

10. Les services à fournir aux organes intergouvernementaux de la CNUCED, après la restructuration, dont le coût théorique intégral est estimé à 21 991 200 dollars, seraient assurés grâce aux ressources globales de l'Organisation en matière de services de conférence. Les réunions de ces organes, qui seront inscrites au calendrier des conférences et réunions révisé pour 1992-1993, seront desservies au moyen des ressources déjà prévues au chapitre 32 (Services de conférence), jusqu'au 30 juin 1992 et, à compter du 1^{er} juillet 1992, au nouveau chapitre 41 (Administration et gestion) du budget-programme de l'exercice en cours. Les ressources demandées initialement pour 1992-1993 étaient fondées sur l'hypothèse que le nombre et la répartition des conférences et réunions tenues durant l'exercice biennal correspondraient au schéma des dernières années. Le crédit demandé à cette fin au titre du personnel temporaire pour les réunions a été par la suite sensiblement réduit par l'Assemblée générale lorsqu'elle a voté les crédits pour 1992-1993, et il s'avère maintenant que les besoins à ce titre pour 1992 dépasseront la partie correspondant du crédit ouvert. Cela étant, et comme les économies qui résulteraient des modifications apportées au mécanisme intergouvernemental de la CNUCED ont été estimées sur la base d'hypothèses théoriques quant au coût intégral des services de conférence requis, il est proposé que toute réduction nette des coûts effectifs en question soit prise en compte dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de 1992-1993, de même que tous autres facteurs pertinents. Ce rapport sera présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.

/...

F. Récapitulation

11. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution A/C.2/47/L.30, il n'y aurait pas à ouvrir de crédit additionnel pour l'exercice biennal 1992-1993.

Note

1/ A/47/15, vol. I, chap. II.

/...

Annexe IORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX DE LA CONFERENCE DES
NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENTOrganes intergouvernementaux
avant la restructurationCommissions permanentesCONSEIL DU COMMERCE ET DU
DEVELOPPEMENT

Commission des produits de base

Commission de la coopération
économique entre pays en développement

Comité spécial des préférences

Commission des invisibles et du
financement lié au commerce

Comité des articles manufacturés

Comité du transport maritime

Commission du transfert de technologie

Comité du tungstène

Groupe intergouvernemental d'experts
des pratiques commerciales
restrictivesGroupes de travail et groupes spéciauxGroupe de travail du plan à moyen
terme et du budget-programmeGroupe intergouvernemental d'experts
du minerai de ferGroupe consultatif commun du Centre
(CNUCED/GATT) du commerce
internationalRéunion d'experts gouvernementaux
du transfert inverse de technologieOrganes intergouvernementaux après
la restructurationCommissions permanentesCONSEIL DU COMMERCE ET DU
DEVELOPPEMENTCommission permanente des produits
de baseCommission permanente de la coopération
économique entre pays en développement

Comité spécial des préférences

Commission permanente du développement
des secteurs de services : promotion de
secteurs de services compétitifs dans
les pays en développementCommission permanente de l'atténuation
de la pauvretéGroupe intergouvernemental d'experts
des pratiques commerciales restrictivesGroupes de travail et groupes spéciauxGroupe de travail du plan à moyen
terme et du budget-programmeGroupe intergouvernemental d'experts
du minerai de ferGroupe intergouvernemental d'experts
du tungstèneGroupe consultatif commun du Centre
(CNUCED/GATT) du commerce
international

/...

Groupe de travail sur la législation internationale en matière de transport maritime

Groupe intergouvernemental d'experts des définitions et de la méthodologie utilisées dans la base de données de la CNUCED concernant les mesures commerciales

Groupe intergouvernemental commun CNUCED/OMI d'experts des privilèges et hypothèques maritimes et des questions connexes

Groupe intergouvernemental d'experts du financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation

Groupe de travail sur la diversification, la transformation, la commercialisation et la distribution, y compris le transport

Groupe intergouvernemental spécial d'experts dans le domaine du développement, de l'amélioration et du fonctionnement des ports

Autres conférences et réunions sur les produits de base

Sept sessions sur les produits de base au cours de l'exercice biennal, d'une durée de 15 jours chacune

Autres groupes de travail, groupes d'étude et groupes d'experts

Cent cinquante jours au cours de l'exercice biennal, à raison de deux séances par jour

Groupe de travail spécial sur l'interaction des investissements et du transfert de technologie

Groupe de travail spécial sur l'expansion des débouchés commerciaux des pays en développement

Groupe de travail spécial sur les investissements et les apports financiers, le financement du développement non générateur de dette et les nouveaux mécanismes visant à accroître les investissements et les apports financiers

Groupe de travail spécial sur l'efficacité commerciale

Groupe de travail spécial sur la comparaison de l'expérience des pays en matière de privatisation

Groupe de travail spécial sur l'ajustement structurel pour la transition vers le désarmement

Autres conférences et réunions sur les produits de base

Sept sessions sur les produits de base au cours de l'exercice biennal d'une durée de 10 jours chacune

Autres groupes de travail, groupes d'étude et groupes d'experts

Cent cinquante jours au cours de l'exercice biennal, à raison de deux séances par jour

/...

Annexe II

ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX DE LA CNUCED

1992-1993

Dollars

A. Dépenses relatives aux services de conférence, estimées
 sur la base du coût intégral, avant la restructuration

Documentation à établir avant la session

6 250 pages, 250 documents (A, Ar, C, E, F, R) 6 985 300

Service des séances

Interprétation - 1 500 séances (A, Ar, C, E, F, R)
 700 séances (A, Ar, E, F) 10 652 500

Documentation à établir pendant la session

3 250 pages, 130 documents (A, Ar, C, E, F, R) 3 559 800

Documentation à établir après la session

2 500 pages, 100 documents (A, Ar, C, E, F, R) 2 794 100

Total

23 991 700

B. Dépenses relatives aux services de conférence, estimées
 sur la base du coût intégral, après la restructuration

Documentation à établir avant la session

6 000 pages, 240 documents (A, Ar, C, E, F, R) 6 705 800

Services des séances

Interprétation - 1 300 séances (A, Ar, C, E, F, R)
 600 séances (A, Ar, E, F) 9 208 100

Documentation à établir pendant la session

3 125 pages, 125 documents (A, Ar, C, E, F, R) 3 422 900

Documentation à établir après la session

2 375 pages, 95 documents (A, Ar, C, E, F, R) 2 654 400

Total

21 991 200
